

MM. Churchill et Truman annoncent la victoire en Europe

La fin de la guerre européenne et les problèmes de paix

L'armistice de 1918 et la reddition de 1945 — Les désaccords entre les grands alliés au sujet des ambitions soviétiques en Europe — Une opinion de M. Winston Churchill sur la Russie — Comment Moscou propage le communisme sous le prétexte des réparations de guerre — Les Alliés d'Occident vont-ils laisser les Soviets inoculer aux prisonniers allemands un poison aussi redoutable que le nazisme ?

Ce matin à 9 heures (heure de Montréal) dans deux des trois grandes capitales alliées, MM. Churchill et Truman ont annoncé officiellement et simultanément la fin de la guerre européenne. M. Churchill a parlé de sa résidence officielle, 10 Downing Street, à 3 heures de l'après-midi, heure de Londres; M. Truman a prononcé son allocution dans le salon diplomatique de la Maison-Blanche. La nouvelle de la reddition de l'Allemagne a été connue dans presque tout l'univers dès hier et les célébrations étaient en cours longtemps avant la proclamation officielle de ce matin.

Mais en Russie, pays où la liberté de la presse n'existe pas, la population ne sait pas encore que la guerre européenne est finie, car le secret a été bien gardé. Ce matin la radio de Moscou a donné le communiqué soviétique régulier et l'annonceur a dit: Nous sommes à la veille de grands événements. Il était convenu que M. Staline proclamerait la victoire en Europe en même temps que les deux autres grands chefs alliés, c'est-à-dire à 4 heures cet après-midi, heure de Moscou. Or tandis que MM. Churchill et Truman parlaient la radio de Moscou est demeurée silencieuse. M. Staline n'a pas parlé. Cela doit être dû au fait que l'on se bat encore sur le front de l'est.

Le roi Georges VI parlera à l'Empire ce soir à 9 heures (3 heures cet après-midi, heure de Montréal). Sa Majesté a envoyé hier un message de félicitations au général Eisenhower.

En Allemagne, l'amiral Doenitz a déclaré ce matin à la radio de Flensburg que les Allemands déposeront les armes aujourd'hui conformément à la reddition signée dans la nuit du 6 au 7 mai. La reddition prend effet ce soir à 11 heures (5 heures de l'après-midi à Montréal). L'amiral a dit qu'en prenant ses nouvelles fonctions sa première tâche a été de sauver la vie de la population allemande. Il a ajouté qu'un grand nombre de soldats allemands ont pris "le chemin amer de la captivité et font le dernier sacrifice pour la vie de nos femmes et de nos enfants et pour l'avenir de notre nation". Il a déclaré en prononçant lentement ses paroles, que le parti naziste a été séparé de l'Etat allemand et que ce parti est disparu de la scène. Doenitz a dit aussi qu'il était impossible de continuer le combat; il a demandé aux Allemands de marcher avec dignité, discipline et courage dans le dur sentier qui s'ouvre à eux et de travailler ferme dans l'espoir qu'un jour le pays retrouve une existence libre et assurée.

Après la nouvelle de la reddition hier matin, les troupes allemandes de Bohême et de Moravie ont continué le combat et von Schoerner a répudié la capitulation de Doenitz. Mais von Schoerner a capitulé au cours de la nuit dernière et les unités cessent le feu à mesure qu'elles reçoivent communication de cette reddition. Toutefois les dernières nouvelles rapportent qu'à l'est de la Moravie les troupes allemandes qui font face aux Russes poursuivent la lutte; l'explication de cette attitude réside probablement dans une autre information à l'effet que les Allemands fuient vers l'ouest afin de se livrer à la 3^e armée étatsunienne pour ne pas être prisonniers des Russes; des arrière-gardes profitent ainsi des dernières heures avant l'entrée en vigueur de la reddition générale pour éviter que toutes les forces allemandes dans cette zone soient prises par l'armée rouge.

Les troupes allemandes qui sont en Norvège attendent des plénipotentiaires alliés qui doivent se rendre dans ce pays en avion aujourd'hui afin de régler les formalités de la reddition. Il y a encore 300,000 soldats allemands en Lettonie; l'ennemi occupait encore au moment de la capitulation les îles de la Manche, ainsi que les ports français de Dunkerque, de la Rochelle, de Saint-Nazaire et de Lorient.

DEUX ARMISTICES

La fin de la guerre européenne évoque naturellement le souvenir du 11 novembre 1918; mais il y a plusieurs différences entre les deux événements. En 1918, l'armistice avait été négocié; l'Allemagne et ses alliés rendaient les armes de la façon la plus absolue, au point qu'ils ne pouvaient plus reprendre les hostilités; mais ils avaient obtenu des conditions, des promesses d'ordre politique: les quatorze points du président Wilson. Cette fois-ci la reddition est complète et sans conditions, de sorte que les Alliés peuvent imposer aux Allemands la paix qu'ils voudront.

Cependant la situation entre 1918 et 1945 n'est pas seulement différente quant aux vaincus, elle l'est pour toute l'Europe. En 1918, les principes de la paix étaient posés, les Alliés étaient d'accord sur l'essentiel; les divergences de vues entre les vainqueurs ne se sont produites, du moins au grand jour, qu'après la fin des hostilités. Cette fois-ci l'accord des principaux alliés comporte beaucoup de lacunes; les négociations en vue de la paix sont commencées depuis longtemps entre les trois grandes puissances, et il reste maints points de friction.

Tant que les nécessités militaires exigeaient un front commun, les chefs ont insisté sur l'union; ce facteur va continuer de jouer dans une certaine mesure à cause de la guerre du Pacifique, surtout si la Russie entre en guerre contre le Japon, comme la chose peut se produire à cause des intérêts soviétiques en Extrême-Orient. Mais l'Europe va vouloir sortir du chaos; les peuples qui ont souffert de la guerre voudront panser leurs blessures, et surtout jouir des libertés promises dans la Charte de l'Atlantique. Les Alliés pourront-ils tenir ces promesses?

Le problème se pose dès maintenant de façon aiguë pour une vaste région de l'Europe sur laquelle la Russie veut exercer son influence. Le cas le plus grave est

celui de la Pologne, mais il en est plusieurs autres: ceux des trois Etats baltes, celui des Serbes et d'une manière générale de tous les peuples balkaniques. Le plus grave c'est qu'il ne s'agit pas seulement d'un impérialisme politique avec les appétits de puissance, de domination et de profits que cela implique. Il s'agit surtout d'un conflit d'idées et de principes qui engage toutes les valeurs spirituelles et morales; la puissance politique, militaire et économique de l'impérialisme soviétique est au service d'une idéologie éminemment dangereuse.

M. CHURCHILL ET LA RUSSIE

Il ne manque pas de textes ni de faits pour étayer cette affirmation. Les événements présents et le rôle joué par M. Churchill dans les négociations entre les grands alliés donnent un relief particulier à un témoignage déjà ancien de sa part sur les méthodes soviétiques. Dans un ouvrage qu'il a publié en 1927, intitulé: "The World Crisis", le premier ministre actuel de l'Angleterre a étudié entre autres choses les relations entre la Russie et la Pologne. Voici un extrait de cet ouvrage; je cite la version française publiée en 1931, sous le titre: "La Crise mondiale":

"Il ne faut pas sous-évaluer les difficultés que la Pologne éprouve à négocier avec un gouvernement comme celui des Soviets. Ces mêmes difficultés ont été subies par tous les Etats qui sont en contact direct avec la Russie bolchevique. Ils n'ont jamais pu aboutir à une paix satisfaisante avec ce pays. Les bolcheviks ne bornent pas leur action aux opérations militaires mais, simultanément ou alternativement avec elles, ils emploient tous les artifices de la propagande sur le territoire de leurs voisins pour amener les soldats à se mutiner, pour soulever les pauvres contre les bourgeois, les ouvriers contre les patrons, les paysans contre les propriétaires, pour paralyser le pays par des grèves générales et enfin pour détruire tous les instruments de l'ordre social et du gouvernement démocratique. Ainsi, pour eux, le mot paix, c'est-à-dire la cessation des coups de feu, signifie simplement que la guerre continue sous une forme plus dangereuse encore: à l'attaque des soldats sur la frontière succède l'empoisonnement intérieur du pays, la ruine sournoise des institutions qui font sa force".

Ce que M. Churchill écrivait il y a près de vingt ans reste vrai. Les communistes inspirés par Moscou continuent de miner les institutions politiques, économiques et sociales de plusieurs pays d'Europe; c'est le cas non seulement dans des pays voisins de la Russie, comme la Pologne, les Etats baltes et balkaniques; on a vu même en France les communistes utiliser les procès pour collaboration avec l'ennemi afin de faire confisquer les biens des grands industriels.

Pendant quelque temps les amis de la Russie ont pu prétendre que la dissolution du Comintern avait supprimé ou au moins atténué le danger de l'influence soviétique à l'étranger. Les interventions récentes de Moscou dans plusieurs pays d'Europe et le rôle que les communistes ont joué dans ces manoeuvres ont dissipé toute illusion à ce sujet; les protestations des peuples lésés ont donné à ces violations de droits une large publicité.

PROPAGANDE COMMUNISTE

Mais la propagande communiste vient de prendre à la fin des hostilités une forme nouvelle et particulièrement odieuse. La Russie a exigé au chapitre des réparations de guerre de conscrire le travail de quelques millions d'Allemands. Elle a commencé sans délai de pratiquer cette politique, même avant d'avoir l'acquiescement officiel des autres alliés. Les dépêches ont rapporté qu'à Berlin où l'armée rouge avait pris quelque 145,000 prisonniers, ces gens étaient placés en longues files pour le voyage vers l'est; ils étaient condamnés aux travaux forcés en Russie.

C'est une violation flagrante du droit international, car c'est attacher à cette captivité un caractère de peine ou de vengeance que la Convention de La Haye interdit; cette pratique est carrément condamnée par le Pape dans son message de Noël 1944, où il dit qu'on ne doit pas punir en bloc des collectivités pour des crimes de droit commun commis par des individus; à plus forte raison n'a-t-on pas le droit de le faire en représailles d'actes de guerre comme les dommages matériels résultant du combat.

Mais il y a plus. Le chroniqueur Edgar Snow a publié il y a quelques semaines dans le "Saturday Evening Post" un article où il indique que les Russes font et veulent faire sur une plus grande échelle avec leurs prisonniers allemands. Ils les font travailler, mais ils les soumettent aussi à une propagande très habile qui comporte des conférences sur l'histoire de la Russie, de la révolution, de l'armée rouge; des explications marxistes sur les causes de la guerre; graduellement on leur inculque ainsi des principes communistes; il paraît que cela réussit auprès de milliers de soldats allemands. Cette propagande est d'ailleurs faite surtout par des communistes allemands.

Ainsi donc l'Allemagne déjà empoisonnée par les erreurs nazistes, dont la jeunesse a été systématiquement formée dans cette doctrine néfaste, est exposée à recevoir une forte dose d'un autre poison tout aussi pernicieux. Les Alliés d'Occident ont déjà émis l'opinion qu'il faudra une cinquantaine d'années pour désintoxiquer l'Allemagne de l'héritage de Hitler; que sera-ce si on laisse inoculer le communisme à des millions de ces hommes dont la formation était déjà tellement faussée?

Paul SAURIOL